

**Arrêté temporaire n°24-AT-0166
Portant réglementation de la circulation**

ROUTE DE LA SALETTE

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU la demande en date du 19/08/2024 émise par Boulouard déménagement demeurant 10 Rue Antoine Saint Exupery 56100 Lorient aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT qu'un déménagement et le stationnement d'un camion de 19 tonnes rendent nécessaire de modifier les règles de circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 09/09/2024 et le 10/09/2024,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 09/09/2024 et jusqu'au 10/09/2024, la circulation est alternée par B15+C18 ou feux 30 ROUTE DE LA SALETTE.

La signalisation sera apposée au moins 24 heures avant le début de l'installation du chantier.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Boulouard déménagement.

Article 3

La gendarmerie et la police municipale sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4

Cet arrêté prend effet à dater de l'accomplissement des formalités de publicité, notamment la mise en place de la signalisation appropriée par le demandeur, sous le contrôle des services techniques municipaux.

Fait à Arradon, le 20/08/2024

Monsieur le Maire

Pascal BARRET //

DIFFUSION:

- Boulouard déménagement
- La gendarmerie
- Directrice des Services Techniques
- Adjoint au DST
- la police municipale
- ESP VERTS
- VOIRIE
- Adjointe au Maire
- Adjoint au Maire

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.